

LA GUERRE DES CLASSES

LES AMIS DE L'ÉGALITÉ
www.lesamisdelegalite.org

bulletin n° 18

hiver 2010-2011
lesamisdelegalite@free.fr

DÉMOCRATIE DE LA PEUR

Il est toujours difficile de se débarrasser des illusions politiques. Socialement construites, elles nous sont quotidiennement ressassées, de l'école aux urnes. Ainsi, on a appris qu'en « démocratie », l'Etat est neutre, au dessus des classes et qu'il veille à l'intérêt général. On récite tout le bien qu'il faut penser d'une justice indépendante et d'une police au service de l'humanité. On sait l'importance de la séparation des pouvoirs dans des institutions transparentes.

Simultanément, le politique se décharge de sa responsabilité sur tout ce qui lui tombe sous la main. Les gouvernants nous chantent que ce ne sont pas eux qui décident, que c'est imposé par l'Europe. Quand ce n'est pas l'Europe, c'est la « loi du marché ». Quand ce n'est pas le marché, ce sont des fonctionnaires qui dérapent. Quand, à Blois comme ailleurs, des « détenus » se suicident ou que la police charge des lycéens grévistes, quand caméras, biométrie et citoyens vigilants nous surveillent ou s'apprêtent à le faire pendant que les sans papiers, les Roms, les « gens du voyage » sont en sursis, rien d'étonnant à ce qu'on nous bassine avec les dérives sécuritaires, policières, les « bavures ».

Quoi, ben tiens ! L'Etat aurait donc perdu le cap ? La police se serait émancipée des consignes ?

Que nenni ! De notre point de vue, il s'agit d'une manière de gouverner. En focalisant sur le couple des exécutants de la police et de la justice, on laisse de côté les donneurs d'ordres que sont les gouvernements et les parlements.

Faudrait tout de même pas oublier que les fichiers, l'arsenal des lois répressives, les lois dites antiterroristes, ne tombent pas du ciel. Dans les Etats à « prétention démocratique », ce sont les parlements qui légifèrent et qui contrôlent, y'a même des commissions et des cabinets

pour ça. Ces lois, une fois votées par les parlements, la justice les applique et la police obéit. Ce n'est un secret pour personne, tout est affiché sur papier journal officiel.

Aucune théorie du complot derrière tout cela. C'est une politique officielle et sans secret défense, approuvée par tous les partis représentés à l'Assemblée et par d'autres aussi qui n'ont ni députés ni sénateurs. Lorsqu'ils sont dans l'opposition, les politiques nous racontent qu'ils feront encore mieux, mais avec plus d'humanité.

La sécurité est le fondement de la démocratie, nous dit-on. Excellent prétexte à toutes les législations de la peur. La sécurité fait partie de ce qui s'appelle le pacte républicain. D'ailleurs, qui souhaite vivre sous la terreur ?

Poser crûment la question, c'est y répondre !

Ce sont toujours les mêmes recettes qui nous sont réchauffées. Doctement, les experts ès-sécurité de l'anti-terrorisme justifient leur salaire. Ils savent que des attentats vont avoir lieu. Les médias relaient. Les « militants de gauche » légitimement. La sécurité n'est pas un tabou, dit le PS. Faut défendre la « démocratie », « nos valeurs », « la République »...

Attention, y'a l'insécurité qui rôde ! La bouillie médiatique diffuse l'angoisse. Tout y passe à la louche : Plan vigie pirate, soldats pistolet-mitrailleur au poing dans les gares, police en cagoule qui se camoufle, délinquance, gangs, voitures qui brûlent,

otages au Niger, otages dans les gares quand il y a grève... Des images propres à donner les flubes au pékin de base. Le message est clair, comme à Kaboul, Bagdad, Beyrouth,..., c'est la guerre !

Alors, les politiques légifèrent. Autrefois, Pasqua disait qu'il allait « terroriser les terroristes ». Ca s'appelle maintenant l'anti-terrorisme, ou la défense pro-active, autrement dit frapper avant que les terroristes ne frappent car la démocratie est menacée.

Pour les maîtres du monde, l'anti-terrorisme est une trouvaille fantastique.



D'une part, avec la création d'un habitus de peur, avec la peur d'un ennemi intérieur, celle de terroristes, de la jeunesse avec ou sans capuche, ils anesthésient les consciences.

D'autre part, tout le monde devient un terroriste potentiel. C'est toujours le moyen de disqualifier toute opposition radicale au système d'exploitation capitaliste et à son expression politique officielle. C'est encore un excellent moyen de nous faire croire que nous serions tous sur le même bateau, riches comme pauvres, face à l'insécurité.

Du même coup on nous désigne des ennemis. Hier c'était les soviétiques, avant-hier les « boches », au Moyen-âge la « perfide Albion » et aujourd'hui les barbus enturbannés. Peu importe d'ailleurs que les-dits enturbannés soient financés par des milliardaires de pays amis. S'il n'y a pas d'ennemis, la propagande d'Etat en crée à l'intérieur, d'autant plus inquiétants qu'ils sont, preuve de leur dangerosité, difficilement identifiables.

La caricature : les épiciers-paysans de Tarnac, des jeunes gens gentils qui rendent service à tout le monde. Quasiment le retour à la terre. Ils deviennent, dans le montage gouvernemental, de dangereux révolutionnaires anarcho-autonomes tapis dans l'ombre, cellules dormantes de l'ultra-gauche, des sanguinaires, des terroristes poseurs de fer à béton sur les caténaires de la SNCF. Quasiment l'ogre bolchevique avec son couteau entre les dents !

N'oublions jamais que l'Etat se réserve le monopole de la violence. Coupables ou innocents, qu'importe à l'Etat, c'est la massue quand des symboles de l'Etat ont été attaqués.

Que dans ce beau pays, un homme soit en préventive depuis sept ans, laisse de marbre les démocrates. Faut dire qu'il est accusé d'avoir dézingué un préfet, qu'il est corse et qu'il a pris le maquis. Rien pour lui le garçon, coupable idéal ! Qu'Yvan Colonna soit innocent ne semble pas effleurer les consciences. D'autant qu'un ministre de la République, devenu président depuis, l'avait déclaré coupable avant l'avis des tribunaux.

Coupable aussi, Jean-Marc Rouillan en tête depuis 23 ans. Cette fois, c'est parce qu'il ne s'est pas repenti. Pas de contrition, pas de demande de pardon, cabanon ! Coupables, les basques dont les chefs historiques sont arrêtés tous les trois mois, les bretons, les corses, les contestataires, les dissidents, les rebelles à l'ordre établi du capital, en cabane, en attendant quoi ? Qu'un juge confirme les années de préventive ?

Ce genre de répression ne s'arrête pas aux frontières du « *pays des droits de l'homme* ». Belgique, Allemagne, Espagne, Grèce, ..., qu'importe les gouvernements, de gauche ou de droite, la répression est aussi dure.

La judiciarisation des rapports sociaux se développe comme un excellent moyen de faire peur. Elle frappe au porte monnaie, comme pour les faucheurs volontaires. Elle fait craindre les poursuites pour « outrage ». Elle arrête et garde à vue lors des manifestations avec la peur de poursuites...

Que l'on ne nous raconte plus qu'il s'agit de *dérives*. Juges et policiers s'appuient bien sur des lois et des politiques. La manière dont l'Etat se donne les moyens de contrôler chacun de nos faits et gestes au prétexte de

« *sécuriser* » le territoire français ainsi que ses institutions est révélateur de la « *démocratie de la peur* » qu'il construit.

La dernière trouvaille, le projet de loi LOPPSI 2 (Loi d'Orientation et de Programmation pour la Performance de la Sécurité Intérieure).

Parmi les points que visent cette loi, l'article 32 ter A concerne les habitats alternatifs : yourtes, cabanes, caravanes, mobil-homes, camions aménagés, tentes, etc. Cette loi prévoit les expulsions sans aucun recours juridique de toute personne ayant choisi ou étant contrainte à ce mode de vie. Elle prévoit aussi la destruction de leur habitat. Mais ce n'est pas tout, ce projet de loi est vaste et concerne aussi bien les droits de la presse que le fichage A.D.N. massif de la population ou l'espionnage informatique. Sous prétexte de cybercriminalité, de délits routiers, de pédophilie, de délinquance, d'usurpation d'identité ou encore d'économies parallèles, les dirigeants mettent en place, tout à fait « démocratiquement », le contrôle de nos vies.

Criminels en puissance nous nous devons d'être transparents. NOUS, c'est toute la population, mais pas les dirigeants et encore moins les patrons. On devrait pourtant être au jus depuis l'assassinat de Ben Barka, les « irlandais de Vincennes », l'attentat contre le Rainbow Warrior. Et que s'est-il réellement passé à Karachi ? Qui a fait péter le bus ? Secret défense. Espionnage, cambriolage de journalistes (affaire Woerth), poursuites judiciaires (Denis Robert). Magouille blues, tripatouillages politico-financiers, ... Mais faut pas avoir une vision genre théorie du complot nous dit-on ! la justice tranchera.

En fait, on sait bien qu'elle ne tranchera qu'en fonction des rapports de force entre les différentes fractions au pouvoir et des « fuites » que les uns ou les autres organiseront.

Alors, justice indépendante ? Nous ne le pensons pas. Même la Cour européenne de justice le dit. C'est officiel, la justice n'est pas indépendante au pays des Droits de l'homme et basta. Suicides en prison et vies brisées continuent. C'est abominable, ce qui se passe dans les ergastules de la république du pays des droits de l'homme et du citoyen, les démocrates vont au cinéma voir « Un prophète ».

Pour ce qui nous concerne, nous refusons de tourner la tête. Nous pensons que tant que l'on continuera à ne faire de cette question qu'une question technique, les prétendues « dérives » continueront. Nous pensons qu'il faut mettre au centre de notre réflexion et de nos actions le système d'exploitation et les institutions qu'il s'est données. Nous pensons qu'il nous faut mettre en cause ce qui semble des évidences. Quelle République ? Quelle démocratie ? Ne se sont-elles pas construites sur le sang de 1848, sur celui de la Commune, sur celui des peuples colonisés hier, et sur celui de tous les peuples exploités d'Afrique et d'Asie aujourd'hui.

Nous pensons que nos bulletins de vote ne pèsent rien face à la loi du marché.

Rien d'étonnant donc à ce que la répression se durcisse. Quand les maîtres du monde ne donnent plus de miettes aux peuples pour qu'ils ne s'en prennent pas aux patrons, il leur reste la police et la justice !

Roland LAURETTE est l'auteur de :
Le roman de Ghjuvanni Stephagese, clés pour " l'affaire Colonna ".

Il est venu à Blois pour débattre au sujet de

La JUSTICE,
" L'AFFAIRE COLONNA " et les MEDIAS
YVAN COLONNA A-T-IL EU DROIT À UNE JUSTICE ÉQUITABLE,
OU EST-IL VICTIME D'UNE AFFAIRE D'ÉTAT ?

Yvan Colonna est poursuivi pour l'assassinat du préfet Erignac à Ajaccio, le 6 février 1998. La Cour de Cassation a cassé l'arrêt de la Cour d'Appel " spécialement constituée " qui l'avait condamné à la perpétuité assortie de la peine de sûreté de 22 ans. Il sera bientôt jugé une troisième fois. En attendant, bien que toujours présumé innocent, il est en détention préventive depuis sept ans et détient le record européen en la matière !

De plus en plus de gens s'interrogent sur ce qui est devenu " l'affaire Colonna ". L'enquête, l'instruction et les procès ont-ils été menés équitablement ? Yvan Colonna a-t-il eu droit à la loyauté des preuves et à la présomption d'innocence ? La police a-t-elle vérifié le bien-fondé des premières accusations portées contre lui en garde à vue par certains membres du commando Erignac ? Ces accusations *temporaires* étaient-elles bien *concordantes*, comme on l'a prétendu ?

Les deux Cours d'Assises qui ont condamné le berger corse, ont-elles été impartiales et indépendantes du pouvoir politique ? Les condamnations ont-elles reposé sur des preuves ou sur une intime conviction ? Les jurys composés de juges professionnels nommés ont-ils bien pris en compte le principe qui veut que le doute raisonnable bénéficie à l'accusé ?

Certains demandent légitimement pourquoi Colonna se serait enfui s'il était innocent ? A quoi d'autres répondent, s'il est coupable : pourquoi a-t-on eu besoin de trafiquer son dossier, pourquoi a-t-on fait disparaître certaines pièces, pourquoi des actes de justice aussi élémentaires que la reconstitution ou certaines confrontations, ont-ils toujours été refusés ?

Il est très important de démêler cette affaire bien embrouillée. Les questions qu'elle pose touchent au fonctionnement de nos institutions et aux libertés fondamentales.

INFO PRISONS

L'association BAN PUBLIC a-religieuse, adogmatique et apolitique, a pour but de favoriser la communication sur les problématiques de l'incarcération et de la détention, et d'aider à la réinsertion des personnes détenues.

Par son nom, BAN PUBLIC se veut un lien symbolique entre le dedans, caché parce qu'infâme aux yeux du monde, et le dehors qui ne sait pas, ou n'accepte pas, son reflet, son échec.

Nous voulons ouvrir les portes et les yeux, afin que la prison devienne l'affaire de tous.

<http://prison.eu.org>

POLICE PARTOUT, JUSTICE COMPLICE... MAIS EST-CE TOUT ?

Comme chaque année, les Rendez-vous de l'Histoire étaient organisés à Blois les 15, 16 et 17 octobre. Il s'agit d'un festival de l'Histoire dont la treizième édition avait pour thème « *Faire justice* ».

A l'heure où l'injustice sociale est devenue une banalité, à l'heure où la chasse aux Roms, aux sans-papiers et plus globalement aux pauvres est un sport de combat, les contrôles au faciès, les gardes à vues (900 000 en 2009), les vexations insupportables, les contrôles judiciaires aux dossiers vides, à l'heure où les carnets « de route » des gens du voyage sont banalisés, le tout sous l'oeil des caméras de vidéo-surveillance, il était impossible pour les Amis de l'Egalité de tourner la tête.

En dehors des débats officiels, il fallait faire entendre ce que nous pensons de cette justice.

Un grand Merci à celles et à ceux qui ont permis le succès de cette manifestation... Spéciale dédicace à Bahar Kimyongür, à Roland Laurette, à Michel Maraone pour son choix de textes de prisonniers et pour ses lectures publiques, aux musiciens de La Rabia qui ont assuré une partie musicale à l'arraché sur le parvis de la Halle aux Grains avec des titres de circonstance : *Jolly Roger*, *Les caméras*, *L'insécurité*, *Deux poids, deux mesures*, *La machine à laver (les affaires)*, ...



TEL QU'IL A ÉTÉ DIFFUSÉ, LE TEXTE D'APPEL À LA MANIFESTATION

JUSTICE

Le même mot peut servir à désigner des contenus différents. La justice fait partie de ces mots qui, sans plus de précision, véhiculent l'idéologie dominante.

La justice, comme l'Etat, n'est pas au-dessus des classes sociales en conflit. En aucun cas, elle n'est aveugle. Elle sait très bien voir et comprendre qui fait les lois, dans quel but et pour le profit de qui.

Si la police est partout, on ne peut pas dire que la justice soit nulle part. Non, la justice est complice, dans son rôle répressif, d'une police de plus en plus présente au sein même des lieux où cette justice dit la loi des puissants.

Il y a 30 ans, la présence d'un ou plusieurs policiers ou gendarmes armés au sein d'un tribunal était une exception. Aujourd'hui, plus une séance de tribunal concernant des actes de résistance populaire ou la vie des pauvres ne se déroule sans la présence de 8 à 12 flics armés jusqu'aux dents.

De Paris à Poitiers en passant par Tours, Rennes, Grenoble, Pontoise, etc, c'est ce spectacle qu'offre le moindre tribunal. En théorie, les séances des tribunaux sont publiques. Dans la pratique, des militaires (des gendarmes) en gardent les portes, interdisant aux familles et amis de prendre place dans des salles trop petites déjà bourrées d'uniformes. La justice de classe est ainsi sous le contrôle attentif de la soldatesque. Il faut faire peur à l'assistance, la dissuader de venir écouter les réquisitoires aux ordres du pouvoir politique.

Nous ne nous faisons aucune illusion sur l'indépendance de cette justice ; ce n'est donc pas à elle que nous nous adressons, même si elle prétend s'occuper de nous. Comme tout ce qui touche la vie en société, nous ne pouvons abandonner ce combat, même si le terrain est pourri. La peine de mort a été officiellement abolie pour être remplacée par la peine de mort lente et un enfermement inhumain. Le droit de tuer est passé du bourreau à une police qui bave. Le nombre de morts dans

Aujourd'hui, cela fait **8705 jours** que **Jan Marc ROUILLAN** est pris en otage en France.

Nous ne l'oublions pas. Apportons-lui notre soutien !

les commissariats et lors des opérations extérieures est en régulière progression.

Le nombre de morts suspectes ne cesse de s'accroître dans les prisons de la « République ». Plus de 84 cas en 2010, chiffre officiel au début septembre. Cela va du suicide du détenu libérable sous 15 jours, au détenu dont le corps ne peut être restitué à la famille... Plus de 900 000 gardes à vue en 2009, des milliers de gens détenus sans jugement parce que l'instruction n'est pas close. Des milliers de personnes placées sous contrôle judiciaire, dont les dossiers sont vides comme pour les 9 de Tarnac. Des contrôles de police au faciès, la chasse au non blanc est ouverte. Des milliers d'êtres humains internés dans des centres de rétention, en attente de reconduite aux frontières de l'Europe. Auxquels s'ajoutent les charters de citoyens européens jugés indésirables en France.

Cette liste n'est pas limitative, elle est écœurante. Purger une peine n'est pas suffisant. Le pouvoir veut obtenir le repentir de ceux qu'il embastille. Après 23 ans de détention, Jan-Marc Rouillan est toujours enfermé. C'est d'une justice de classe que nous parlons, car les assassins de l'OAS n'ont fait qu'un bref séjour en prison ; et les flics responsables de la mort de nombreux jeunes ne sont jamais jugés pour leurs crimes.

Dans cette guerre de classe, il n'y a plus besoin de la vieille peine de mort qui suivait un jugement... Le temps est à la force brutale, à l'usage d'armes mutilantes comme les flash-balls, à l'impunité totale pour la soldatesque en uniforme ou en civil.

C'est contre tout cela, pour rendre publique et visible cette situation, que nous appelons à manifester le SAMEDI 16 OCTOBRE à BLOIS, en début d'après midi, lors de la rencontre officielle appelée les Rendez-vous de l'Histoire, présidée cette année par Mr Badinter. Chacun y a sa place. Nous donnerons la parole à tous ceux qui souhaitent se faire entendre. Nous serons en dehors des débats officiels, mais ceux qui le désirent pourront être dedans, ce n'est pas à nous d'en décider...

A VOIR, LIRE ET ÉCOUTER...

Résister n'est pas un crime, « A travers les procédures menées par la justice belge à l'encontre d'un de ses citoyens, Bahar Kimyongür, et de ses camarades du DHKP-C jusqu'au moment de la décision de la Cour de cassation à Bruxelles, le film interroge la loi anti-terroriste, votée en décembre 2003 par le parlement belge et calquée sur la décision cadre européenne, ainsi que ses conséquences sur les mouvements de contestation sociale et de défense des libertés fondamentales ». Film réalisé par le Collectif pour la Liberté d'Expression et d'Association (CLEA) par Marie-France Collard, Foued Bellali et Jérôme Laffont.

Bahar Kimyongür : Turquie, terre de diaspora et d'exil. Histoire des migrations politiques de Turquie.

« L'auteur retrace l'histoire des mouvements migratoires en partance et à destination de l'Anatolie. Il analyse en particulier l'exil politique provoqué par les juntes militaires turques de 1971 à 1980. Il décortique le contexte de la « guerre froide » qui amena les généraux turcs à éradiquer les divers courants de gauche, principaux sujets à l'exil. Il décrit ensuite la vie associative des communautés diasporiques et transnationales engendrées par la répression militaire ainsi que le point de vue et l'attitude des mouvements de résistance antifascistes à l'égard de l'exil ». Editions Couleur livres, 2008.

Roland Laurette : Le roman de Ghjuvanni Stéphanèse. Clés pour l'affaire Colonna.

« Ce véritable polit-thriller s'inspire de l'Affaire Yvan Colonna... Il retrouve bon nombre de faits passés à la trappe dont la confrontation conduit à une évidence : Yvan Colonna n'est pas l'assassin du Préfet Erignac !... Parce qu'aujourd'hui les droits de l'homme régressent, l'esprit de résistance du héros lui fait mener un combat qui nous concerne tous. ». Editions L'Harmattan, Paris, 2009.

Journal L'envolée

Les détenus s'envolent, les écrits restent. L'Envolée ne se positionne pas du haut d'un mirador intellectuel avec vue plongeante sur la prison. Quand Ministère de la Justice, médias et associations se mettent d'accord pour élaborer un nouveau code pénitentiaire qui leur permettra d'enfermer des humains pendant 30 ans et plus, mais dans le respect des "droits de l'Homme", il nous semble essentiel de rappeler que ni la souffrance, ni la révolte ne se codifient.

<http://journalenvolee.free.fr>

La Rabia : Le CD comprenant tous les morceaux joués à Blois sur le parvis de la Halle aux Grains

www.la-rabia.fr et courrier@la-rabia.fr

Le régime de semi-liberté dont il a été l'objet durant moins d'un an, a d'abord été suspendu préventivement, puis révoqué « pour éviter tout contact avec la presse », à la suite d'une interview publiée dans L'EXPRESS.

Des questions se posent sur le risque que prennent les journalistes !

RETRAITE TA MÈRE !

Ils nous parlent d'un temps que les moins de 50 ans ne peuvent pas connaître... La France, en ce temps là, accrochait ses bougnats jusque sous nos fenêtres... Selon le ministre de l'intérieur des têtes, un bougnoule, des bougnats et réciproquement.

Tous gaullistes... Ils ont tous la gaule de l'état providence et des trente glorieuses.

A quoi ça tient, la mémoire ? Un gouvernement comprenant des gaullistes et des communistes massacrait les algériens à Sétif en Mai 1945 : plus de 6000 morts. En Mars 1947 c'était les massacres de Madagascar : 80 000 morts. L'Indochine allait suivre... En cette année 1947, les Roms étaient toujours enfermés dans des camps de concentration comme sous Pétain. Le gouvernement issu du CNR (Conseil National de la Résistance) avait tout simplement « oublié » d'ouvrir les portes de ces camps d'internement arbitraire... Rien que du bonheur et de la gloire.



Les nationalisations (Renault, SNCF, EDF-GDF, Banques, etc) ouvraient une nouvelle ère. Ce n'était pas encore le socialisme comme à Moscou, mais ce n'était déjà plus le capitalisme... enfin, c'est ce que l'on tente de nous expliquer. Qu'est -ce que c'était ?

« Rien que du bonheur » et glorieux avec ça ! On se demande bien pourquoi, en 1947, les ouvriers de chez Renault se mettent en grève, après les mineurs de charbon et avant les fonctionnaires. Tous ces abrutis n'avaient pas compris que c'était rien que du bonheur. A la différence des populations « françaises par colonisation » des pays colonisés par la France, ils venaient d'avoir des acquis sociaux rien que pour eux : la retraite, la Sécurité Sociale, ..., la France votait à plus de 20% communiste et les syndicats disposaient d'une base d'adhérents de près d'un salarié sur deux. Il y avait même des professions comme le « Labeur » et les dockers où les syndicats (enfin pas tous, juste la CGT) disposaient du monopole de

l'embauche. Pour travailler il fallait être syndiqué. Cela aide à faire monter le taux de syndiqués, c'était un peu comme en URSS : rien que du bonheur !

En 2010, les syndicats ont beau être financés sur fonds publics (loi de juin 2003), ils ont beau être plus nombreux qu'avant (de 8 à 10 selon les critères), ils plafonnent à moins de 7% de syndiqués, chiffre officiel des syndicats. Encore heureux que la Police soit syndiquée à 80%, cela remonte la moyenne nationale ! Autre précision : les plus importantes confédérations syndicales, CGT, CFDT, FO, ...) sont adhérentes de la Confédération Européenne des Syndicats. C'est-y pas beau ?

Ils sont tous d'accord au niveau de l'Europe. C'est dans ce contexte que pour la énième fois (1993, 1995, 2003) le gouvernement décide que les pauvres ne le sont pas assez, si l'on veut que les riches le soient plus puisque, jusqu'à nouvel ordre, ce sont les riches qui s'occupent des pauvres. Ce sont les riches qui leur fournissent du travail, à manger et veillent à ce que les pauvres voyagent léger sans trop s'attacher aux biens matériels de cette société de consommation.

Ah ? Si les pauvres s'occupaient des riches, auraient-ils la même considération, le même dévouement ?

En 2010, le MEDEF et son gouvernement, en bons gestionnaires de leurs intérêts, décident qu'ils peuvent faire les poches des pauvres. Ce n'est pas qu'ils ont vraiment besoin d'argent, leurs banques n'en ont jamais gagné autant, mais il ne faudrait pas que les pauvres s'habituent à ne plus être tondus périodiquement. Et puis, les directions syndicales ont besoin de prendre l'air et de justifier leur raison d'être en montrant qu'elles contrôlent toujours le troupeau, comme de bons chiens de garde. C'est ainsi que nous assistons à la même pièce de théâtre qu'en 2003. Les acteurs sont les mêmes, le décor n'a pas trop vieilli. Chacun y tient son rôle, même partition pour les politiques et les syndicats ! C'est chiant, on connaît la fin de la pièce !

Sur les boulevards on joue : « Un syndicat vaut mieux que deux tu l'auras » :

*Travaillez plus, prenez de la peine,
c'est le fonds qui manque le moins.*

*Un riche syndicaliste, sentant sa fin prochaine,
Fit venir ses permanents, leur parla sans témoins.*

Gardez-vous leur dit-il de vendre l'héritage ;

*Travaillez, mentez, trahissez vos mandats, mangez
dans la gamelle des tôleurs...*

*C'est à ce prix que vous aurez une place au conseil
économique et social.*

*N'oubliez pas une chose: les partenaires sociaux, nos
partenaires, c'est le MEDEF.*

*Les salariés ne sont au mieux que des adhérents, des
cochons de cotisants,*

au pire des ingrats qui vont vous demander des comptes.

*Je sais, en vieux syndicaliste pratiquant, que nous
n'avons pas une tâche facile face à ces salariés qui ont
pris de mauvaises habitudes.*

Mais rappelez-vous que ce ne sont plus eux qui vous

payent,
ils sont trop peu nombreux.
C'est l'État, comme à la glorieuse époque de l'URSS,
qui veille sur nous et nos familles...

Que dire de plus, après avoir entendu ce cri du cœur d'un vieux syndicaliste mourant ? Qu'il a bien de la chance, que ceux qui lui survivent risquent d'être pendus par la populace pour services rendus à l'état bourgeois.

Et les retraites dans tout ça ? Non pas celles des russes, les nôtres ? Vous ne croyez quand même pas que c'était

l'essentiel... La vie continue. Reste la Sécu, la Santé, les congés payés, ... C'est vrai que les Riches ont encore du boulot pour qu'on soit vraiment pauvres.

Et pendant ce temps là, J.M. Roullan est toujours en prison, des centaines de Basques sont incarcérés dans l'attente d'un procès politique, Yvan Colonna détient toujours le record européen de la plus longue détention préventive : 7 ans, 102 détenus, depuis janvier 2010, sont morts par *suicide* ou *mort suspecte* dans les geôles françaises...

Auront-ils droit à une retraite ?

FLICS, HORS DE NOS VIES !

La violence d'Etat quitte nos banlieues pour le centre des villes, s'abatant physiquement et judiciairement sur les lycéens et les étudiants en grève. L'action militante (du simple tract à l'action coup-de-poing) est, au delà de la répression policière, de plus en plus suivie d'une répression judiciaire. De ces réalités vécues sur l'ensemble de l'hexagone, le comité anti-répression de Poitiers avait pris l'initiative d'organiser une première rencontre avec les collectifs, comités et associations qui se battent contre la répression policière et judiciaire. Pour enrichir les débats, il avait invité trois personnes :

Laurent JACQUA, <http://laurent-jacqua.blogs.nouvelobs.com>, condamné à 6 ans de prison, y passera 25 ans suite à plusieurs tentatives d'évasion. Il sera finalement libéré dans les années 2000 pour cause de maladie. Depuis sa sortie, il témoigne sur l'institution pénitentiaire et sa violence qui développe la solidarité entre détenu. Il nous parle des nouveautés carcérales, de l'apparition de

mouchards rémunérés...

Xavier ROTHEA, <http://www.info-kiosques.net/spip.phpauteur18>, mène des recherches universitaires sur l'histoire contemporaine des populations romani. Il est intervenu sur le sort spécial fait dernièrement aux Roms et sur les structures républicaines récemment créées visant à les sédentariser, de gré ou de force.

Mathieu RIGOUSTE, auteur de *L'ennemi intérieur* aux éditions La Découverte, développe la méthode mise au point par les armées pour combattre révolte et révolution avec leurs propres armes, ainsi que l'histoire de cette méthode, et pourquoi. Cette technique a évolué en métropole dans les quartiers d'immigrés puis, plus généralement, dans les quartiers pauvres (quartiers Nord, banlieues...)

Suite à ces interventions, et face à la multiplication des intimidations, violences policières, interpellations, condamnations de toute sorte qui dessinent un peu partout un ordre policier généralisé, les collectifs réunis ont décidé d'une journée nationale d'action et de mobilisation

en France contre les politiques sécuritaires en cours ou à venir :

APPEL DE POITIERS CONTRE LA RÉPRESSION ET LES VIOLENCES POLICIÈRES

LE 19 MARS 2011

Que tous les collectifs et toutes les personnes luttant contre la répression, au travers d'initiatives qu'ils auront décidées localement, se fassent connaître pour développer les diverses luttes existantes en favorisant leur coordination, et pour construire une mobilisation contre toutes les formes de répression.

Merci de diffuser cet appel massivement autour de vous. Nous avons créé un groupe de discussion afin de donner suite à cet appel et de coordonner collectivement cette journée.



POUR INSCRIRE UN COLLECTIF

<http://fr.groups.yahoo.com/group/codecoantirep>

CONTACT

codecoantirep-subscribe@yahoogroupes.fr

Si vous souhaitez des renseignements complémentaires, contactez : antirep86@free.fr

Collectifs déjà inscrits :

Toulouse, Bordeaux, Périgueux, Saint-Nazaire, Tours, Blois, Poitiers, Paris,...



**FAISONS DE LA PUB POUR NOS AMIS,
CAR PERSONNE NE LE FERA À NOTRE PLACE !**

LE SARKOPHAGE

*Journal d'analyse politique - contre tous
les sarkozymes.*

<http://www.lesarkophage.com>

RÉSISTONS ENSEMBLE CONTRE LES VIOLENCES POLICIÈRES ET SÉCURITAIRES

*Informations pratiques juridiques sur le
délit d'outrage, l'aide juridictionnelle,
les contrôles d'identité, réflexions,
témoignages, mobilisations, ...*

<http://resistons.lautre.net>

DU SANG, DE LA CHIQUE ET DU MOLLARD !

*Contre le fichage ADN, pour contrer
l'utilisation de l'ADN en justice.*

<http://adn.internetdown.org>

Z, JOURNAL ITINÉRANCE

*Dans le n°4 : Nantes. Gigi et l'équipe de
Z sont là pour enquêter, rencontrer et
discuter sur les questions de capitalisme
vert et d'écologie radicale.*

<http://www.zite.fr>
contact@zite.fr

LA BRIQUE


journal d'info de Lille et d'ailleurs
www.labrique.net

L'ENVOLÉE

*Les détenus s'envolent,
les écrits restent...*
<http://journalenvolee.free.fr>

**JUSTICE?
SILENCE, ON TUE !**

**MANIFESTATION
SAMEDI 16 OCTOBRE 14H30
PARVIS de la Halle aux Grains à BLOIS**

A l'initiative des AMIS de l'EGALITE  www.lesamisdelegalite.org
lesamisdelegalite@free.fr

... l'affiche qui appelait à la manifestation...